

CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, les Kurdes
agents de Moscou ?

Fin juin 2015, quand les hordes de Daesh assiégeaient la ville de Kobané dans le Kurdistan syrien, les médias occidentaux s'étaient pris de sympathie pour les Kurdes, qui faisaient face, seuls, à des envahisseurs d'un autre temps. Sous la pression de l'opinion internationale, émue par le sort qu'allait réserver Daesh aux Kurdes et révoltée par l'impassibilité de l'armée turque qui observait sans intervenir – Kobané est à quelques kilomètres de la frontière turque –, les Etats-Unis décidaient de soutenir les combattants kurdes des YPG (unité de protection du peuple) contre l'avis d'Ankara.



Par Hassane Zerrouky

Aujourd'hui, en 2016, les YPG ne bénéficient plus de la même sympathie. Ils sont perçus comme d'affreux alliés de la Russie et du régime de Bachar Al-Assad. Aux yeux de leurs détracteurs occidentaux et turcs, les YPG (branche militaire du Parti de l'union démocratique kurde syrien, le PYG) ont formé une alliance militaire kurdo-arabe anti-djihadiste avec Djaïch Al-Thouwar, Burkan Al-Furat, la Coalition arabe syrienne et un groupe assyrien (chrétien), alliance connue sous le nom de Forces démocratiques de Syrie (FDS). Les FDS sont membres du Conseil démocratique syrien (CDS), présidé par Haytam Manaâ (opposant historique au régime de Damas), qui a pour projet une Syrie unie dans sa diversité ethnique et confessionnelle, progressiste et laïque. Le CDS, précisons-le, qui n'a pas été invité à Genève en raison du refus des Saoudiens et des Turcs, ne fait pas du départ de Bachar Al-Assad un préalable à une solution politique : il se bat pour un compromis acceptable par tous les protagonistes du conflit syrien.

Au grand dam donc d'Ankara et de Riyad, les FDS se sont emparées il y a quelques jours de l'aéroport militaire de Minnigh dans la région d'Alep, et ont conquis lundi la ville de Tall Rifaat toujours près d'Alep, localité contrôlée auparavant par le groupe salafiste Ahrar Cham, et ce, malgré la poursuite des frappes turques pour le cinquième jour consécutif visant à arrêter leur avancée et que les FDS s'emparent de la ville d'Azaz : le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a prévenu que les bombardements allaient se poursuivre et que le franchissement de l'Euphrate par les FDS est une ligne rouge. En outre, l'armée syrienne a chassé avant-hier les groupes de Daesh qui occupaient depuis 2014 la centrale électrique d'Alep, à l'est de la ville.

En fait, dans ce conflit syrien qui n'en finit pas, la Turquie de Tayyip Erdogan s'est doublement piégée. En poussant à la militarisation et la confessionnalisation de la révolte syrienne, elle a cru que le régime de Damas allait s'écrouler comme un château de cartes. Elle a en outre négligé le poids des Kurdes dans ce conflit. Et l'intervention russe en septembre 2015 l'a empêchée de mettre en place en octobre dernier une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie. Et il n'est pas impossible que le conflit syrien ne déborde sur le territoire turc dont la partie frontalière avec la Syrie est devenue une base-arrière des islamistes syriens.

Dépités par l'affaiblissement et un début de débâcle des insurgés islamistes d'Ahrar Cham, Jaish al-Islam et du Front al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) à Alep – l'armée syrienne et les FDS se rapprochent de Bab Al-Salamah, point de passage avec la Turquie - Ankara et Riyad, qui voient s'évanouir leur rêve d'une Syrie islamiste, veulent empêcher une déroutée de leurs protégés syriens, voire celle de Daesh. Depuis quelques jours, ils évoquent une opération terrestre dans le nord de la Syrie. Une opération vouée à l'échec, assurent de nombreux experts militaires occidentaux, et ce, pour deux raisons : d'abord parce que Moscou dispose d'une supériorité aérienne sans partage ; ensuite parce que les Russes ont déployé leurs redoutables systèmes de défense antiaériens S-400 qui interdit à tout avion turc de s'aventurer dans la région depuis l'affaire du Sukhoi abattu par la Turquie le 24 novembre dernier.

Ajoutons que la Turquie et le Qatar (on allait l'oublier celui-là), qui ont déconseillé aux insurgés syriens de négocier directement avec le régime de Damas à Genève, doivent sans doute se mordre les doigts. Ils auraient pu obtenir au moins un cessez-le-feu.

H. Z.

ÉDUCATION

Une commission pour analyser
la violence à l'école

La violence en milieu scolaire alerte. Les chiffres sont tellement alarmants que la violence en milieu scolaire est devenue un enjeu de société autour duquel, société civile, syndicats et ministère de l'Éducation nationale se mobilisent. Pourquoi nos élèves sont-ils aussi violents ? C'est ce que tente d'élucider actuellement la commission installée par le département de Nouria Benghebrit.

Salima Akkouche – Alger

(Le Soir) – L'école est définie comme étant un lieu sacré consacré à l'apprentissage au savoir et du savoir être. C'est là où l'enfant s'instruit, se socialise et développe ses talents au sein d'un groupe d'apprenants, où il est appelé à communiquer et à échanger des idées... Cependant, aujourd'hui, ce qui caractérise beaucoup plus l'école et fait parler d'elle, c'est le phénomène de la violence. Pratiquée par des garçons plus que les filles, la violence n'est plus un écart de conduite mais une pratique quotidienne, alertent les acteurs du secteur. «L'école est aujourd'hui dans une situation intenable et se retrouve de plus en plus en décalage avec sa mission première qui est d'"instruire», déclare le syndicat du CLA. La violence à l'école prend ainsi de l'ampleur et prend plusieurs formes en allant d'une agression verbale «insultes et menaces...», à une agression physique «coups, bagarre, racket, gangs...», et dans certains cas jusqu'au meurtre. Qu'est-ce qui fait que les élèves sont si violents ? Selon une enquête réalisée par la Forem, pas moins de 50 000 cas de violence ont été recensés dans les milieux scolaires au cours de l'année 2014-2015, dont 10% sont classés au rang d'agressions

dangereuses. «Des dizaines de milliers d'enseignants sont insultés pendant les examens, des milliers ont été menacés sans aucune prise en charge de la gravité de la situation, l'école est dévastée par une violence sans limite et non dévoilée et plus de 50% de ces violences verbales reçoivent l'approbation des parents d'élèves qui, eux-mêmes, sont dépassés dans l'éducation de leurs enfants et ne conçoivent pas que ces derniers peuvent échouer malgré les cours particuliers», lance le CLA qui estime que, dotés d'un sentiment d'impunité, des élèves n'hésitent plus à franchir toutes les barrières et ce, de plus en plus jeunes et les professeurs n'osent parfois plus intervenir, vu que leur autorité est de plus en plus contestée.

«De nombreux témoignages de professeurs attestent du fait que la violence a désormais gagné en ampleur en raison de l'impunité et la complicité des administrateurs qui refusent de sanctionner ou de prendre certaines responsabilités», souligne le syndicat qui précise que pour avoir la paix, des enseignants recourent à un autre fléau qui est celui de distribuer de bonnes notes pour satisfaire, élèves et parents.

La Forem, de son côté, plaide pour la formation des enseignants à la communica-



Photo : DR

La violence en milieu scolaire est devenue un enjeu de société.

tion et à l'encadrement ainsi que la formation des agents de sécurité des établissements scolaires. Il n'est d'ailleurs pas normal, s'étonne l'intervenant, que des élèves âgés de plus de 20 ans soient encore scolarisés au secondaire. La fondation, lors d'une enquête, a révélé que le problème de surcharge ne se pose pas seulement dans les trois cycles d'enseignement, mais aussi au niveau du préscolaire. La moyenne par classe à ce niveau est de 28,51. Une situation qui est propice à la violence, souligne-t-on.

La fondation a proposé la mise en place de cellules d'écoute composées de psychologues et de sociologues au niveau de l'ensemble des écoles afin d'atténuer le phénomène. Meziane Meriane, coordonnateur du syndicat du Snapest, explique que la discipline a disparu dans les établissements scolaires.

La violence, dit-il, n'est pas seulement entre les élèves eux-mêmes, mais aussi entre l'élève et les enseignants et l'élève et l'ad-

ministration. L'absence de l'autorité et la récupération d'un élève exclu par un autre établissement, dit-il, font que celui-ci se sent impuni et estime que rien ne le freine.

La situation d'inconfort créée par la surcharge des classes, conclut-il, génère aussi de la violence. Faut-il revenir au châtimement corporel pour inculquer la culture de paix, de tolérance et d'acceptation de l'autre en vue de venir à bout de la violence en milieu scolaire ? Le phénomène est, cependant, tellement inquiétant qu'il a mobilisé autour de lui, société civile, syndicats et ministère de l'Éducation nationale.

La tutelle, pour comprendre et venir à bout de ce fléau, a installé une commission qui est actuellement sur le terrain. En attendant, pour atténuer le phénomène, le ministère de l'Éducation a installé des agents de sécurité au sein des écoles. Nouria Benghebrit, de son côté, a recommandé aux directeurs des établissements de jouer leur rôle.

S. A.

ENFANTS EN SITUATION DE MIGRATION

Seul un tiers est scolarisé,
selon une étude

Réalisée dans les wilayas d'Alger, Annaba, Oran et Tamanrasset, l'étude socioéconomique sur les enfants en situation de migration a ciblé des ménages issus de l'immigration subsaharienne dont 361 enfants. Dès le départ, l'échantillon a relevé que 72,2% de ces migrants habitent dans des habitations précaires.

Présentée, hier à Alger, en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et des représentants de Médecins du Monde et de l'Unicef, l'étude révèle que 22,5% des ménages enquêtés rencontrent des difficultés dans la scolarisation de leurs enfants.

Sur le même échantillon, 65,5% de ces familles ont des enfants de moins de cinq ans et 65,5% de ces enfants sont nés en Algérie. Sur l'ensemble des enfants concernés par l'enquête, 25,5% ont l'âge de scolarisation et seul un tiers d'entre eux sont scolarisés.

Une non-scolarisation qui est due dans 67,3% des cas à l'absence de documents administratifs, relève la

même étude. D'ailleurs, «deux tiers de ces enfants sont nés en Algérie et un tiers d'entre eux ne détiennent pas d'extrait de naissance», ajoute-t-on. Par ailleurs, il ressort de l'étude que 18% des enfants de l'échantillon ont subi des violences verbales ou physiques.

Impliquée dans la réalisation de l'étude, Médecins du Monde s'investit en général dans l'accompagnement des populations immigrantes vers la santé publique. Selon la chef de mission de Médecins du Monde en Algérie, M^{me} Charlotte de Bussy, les populations les plus vulnérables à l'accès aux soins sont les étrangers.

«Nous nous intéressons à cette question pour justement renforcer cet accès à

cette population en Algérie», dit-elle avant de souligner que Médecins du Monde a renforcé ses actions sur la santé de reproduction et sur les enfants et leur accès aux soins de naissance, aux loisirs et à la scolarité.

De son côté, le représentant du Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (Unicef), Marc Lucet, estime que cette étude intervient à un moment particulier où l'immigration connaît une augmentation en Algérie. Pour lui, les enfants en situation de migration sont dans une situation «vulnérable» d'où, poursuit-il «nos efforts pour essayer d'amener des éléments de compréhension de l'état actuel de ces enfants en Algérie».

Il rappelle ainsi l'objectif de cette étude, celui de «participer à l'amélioration continue des conditions d'accueil de ces enfants, en particulier ceux issus de l'immigration en provenance des pays subsahariens».

Rym Nasri